

Question 20

Exercice 1

L'exclusivité, exclusif, non exclusif, la rivalité, rival, non rival, privé, public, bien ou service collectif impur, bien commun.

Exercice 2

- Vrai. Le marché tend à sous-produire les biens et services publics.
- Faux. Laissés à la seule gestion du marché, les biens communs tendent à être surexploités (exemple : les ressources halieutiques).
- Vrai. Les abeilles de l'apiculteur vont butiner les fleurs de l'horticulteur. Le bien-être de l'horticulteur va donc se trouver amélioré, sans que ce dernier en supporte un coût supplémentaire.
- Faux. En l'absence de mécanisme du type « pollueur-payeur », la pollution dégrade le bien-être d'autres agents, sans que les agriculteurs, dont l'activité en est responsable, en supportent le prix.

Exercice 3

	Biens ou services privés	Biens communs	Biens ou services publics	Biens ou services collectifs impurs
Une coupe de cheveux réalisée par votre coiffeur	X			
Un musée				X
Un parc municipal (non payant)			X	
Une canette de soda dans un supermarché	X			
Le gibier d'une forêt		X		

Exercice 4

- Les biens communs sont non-exclusifs mais rivaux. Ils sont non-exclusifs car il est impossible de fixer un prix d'accès à la ressource. Par contre, ils sont rivaux : si un pêcheur prélève un poisson sur un étang, cela empêche les autres pêcheurs de pêcher celui-ci.
- Les biens communs sont exposés au risque de la surexploitation.
- Les ressources halieutiques, les ressources forestières, le gibier sont d'autres exemples de biens communs environnementaux.

Exercice 5

- La pollution de l'air vient avant tout des activités humaines : transport routier, émanation venant des bâtiments.
- Le coût de cette pollution est supporté par la collectivité toute entière (par le biais notamment des dépenses de santé liées aux pathologies déclenchées par la pollution de l'air).
- La pollution de l'air est une externalité négative ou encore un effet externe négatif.
- Il est difficile de lutter contre la pollution de l'air car c'est une pollution diffuse : elle est engendrée par de multiples émetteurs.

Question 21

Exercice 1

Négative, réglementation, normes, incitatives, internaliser, taxation, marchés de droits à polluer, plafond, quotas d'émissions, marché.

Exercice 2

- Faux. La réglementation ne modifie pas les indications de prix.
- Vrai. Lorsque les sources de pollution sont faciles à identifier et qu'il s'agit d'interdire totalement un usage, les normes sont un outil efficace.
- Vrai. En taxant, les pouvoirs publics révèlent aux usagers le prix réel de la pollution qu'ils génèrent.
- Vrai. La taxation tend à renchérir le prix des produits qui occasionnent des pollutions.
- Faux. Si, une fois les droits distribués, leur prix est fixé par le jeu du marché, il faut tout de même l'intervention publique dans la fixation du plafond d'émissions et la distribution des quotas.

Exercice 3

- L'écotaxe doit, en renchérissant le prix des émissions polluantes, amener les agents à changer leurs comportements pour moins polluer. C'est le premier dividende. Par ailleurs, les sommes collectées ainsi devraient être affectées à la construction d'infrastructures de transport moins polluantes. C'est le deuxième dividende.
- Les agriculteurs sont opposés à cette taxe car, en augmentant le prix du transport de leurs produits, cela pourrait les amener à devoir réduire leurs marges de vente. Les transporteurs routiers, quant à eux, pensent perdre de l'activité car d'autres modes de transport vont être privilégiés.

Exercice 4

- Dans le système communautaire d'échanges de quotas d'émissions, un plafond global d'émissions de CO₂ est défini pour l'Union européenne. Une fois celui-ci fixé, les pouvoirs publics distribuent annuellement aux entreprises concernées par le dispositif des quotas maximums de droits à polluer. Les entreprises peu polluantes revendent leurs quotas sur le marché, pour qu'ils soient achetés par des entreprises qui souhaitent dépasser leur allocation initiale de droits à polluer.
- Il est prévu que les quotas alloués soient de plus en plus faibles. Par conséquent, cela fera augmenter le prix futur des quotas d'émissions. Les entreprises vont dès lors ajuster leurs pratiques à l'idée qu'elles se font de l'évolution à venir des prix des droits à polluer.
- Il y a allocation excessive lorsque trop de quotas de droits à polluer sont distribués par rapport aux besoins.
- S'il y a trop de quotas distribués par rapport aux besoins en pollution, il n'y aura que peu de demande sur le marché pour de nouveaux droits à polluer. Le prix des quotas risque donc d'être faible, n'encourageant donc pas les entreprises à faire des efforts de dépollution.